

LE COURRIER

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET DE RÉFLEXION N° 483 DU JEUDI 28 SEPTEMBRE 2017 - PRIX : 300 FRANCS CFA

Renvois de milliers d'enseignants et revendications scolaires

De graves inquiétudes sur l'école publique

La rentrée scolaire, déjà perturbée par les manifestations des étudiants qui, à deux reprises dans l'intervalle de deux semaines, ont bloqué l'accessibilité de grandes artères de la capitale, est mal partie. À partir du 2 octobre prochain, les choses risquent de se corser davantage avec la rentrée des collèges et lycées. Le gouvernement a tellement diverti les scolaires avec des promesses sans cesse renouvelées mais jamais tenues que la



confiance n'est plus de mise. Les étudiants veulent désormais du concret pour être convaincus. Quant au gouvernement, il ne donne pas l'air d'accorder une importance à ce qui se passe dans le secteur de l'éducation. Il continue la même rengaine, aucunement perturbé outre mesure par cette dégringolade de l'école nigérienne. Les renvois massifs d'enseignants sont vus comme un moyen d'extirper du secteur ceux qui le rendent non performants et qui plombent, par leurs carences, la qualité de l'éducation. Les conséquences de milliers d'écoles fermées au cours de l'année prochaine restent totalement taboues.

Que cherche Malika Issoufou avec les banquiers ?

La Renaissance face à la sécheresse financière

Bientôt le dépôt de bilan ?

Le cri de cœur des détenus du "goulag" de Koutoukalé

Politique

La ministre de la Communication sème la pagaille au sein de son parti

VISITE TECHNIQUE DES AUTOMOBILES

A qui profitent les variations de puissances ?

Boubé Ibrahim et son rapport

Chercherait-il un nouveau challenge ?

La Renaissance face à la sécheresse financière

Bientôt le dépôt de bilan ?

Il n'est pas rare qu'un opérateur économique, une entreprise, ou même le petit tablier du quartier, mettent la clé sous le paillason. Qu'ils ferment boutique comme on dit, pour cause de faillite. Également, il arrive que des États traversent une mauvaise passe du fait d'une sévère crise de trésorerie. Au Niger, de l'avis de nombreux observateurs, il est fort plausible que le régime d'Issoufou Mahamadou baisse les rideaux, purement et simplement. Une probable faillite étatique imputable à la mal gouvernance dont sont responsables nos pseudos socialistes. Pourtant, en accédant au pouvoir en 2011, le président Issoufou Mahamadou avait hérité d'un pays économiquement et financièrement viable, voire très en forme. Qui plus est, le Niger commençait à exploiter son or noir. C'est dire que toutes les conditions étaient réunies pour amorcer en toute sérénité notre essor social, éco-

nomique et financier. Mais c'était sans compter avec la boulimie des guristes. C'était sans compter aussi avec l'irrépressible instinct de prédateurs de deniers publics des tarayyistes. C'était sans compter enfin avec l'inouïe prédisposition à la gabegie de ces aventuriers politiques venus au pouvoir par un malheureux accident de l'histoire. Sitôt aux manettes de l'État, le ton avait été donné par de très proches du camarade Issoufou, en l'occurrence Kalla Ankourao et Ouhmoudou Mahamadou. L'on se rappelle que ces deux pontes du régime étaient englués dans un innommable conflit d'intérêt, un scandale politico-financier vite étouffé par le Guri. Pour rattraper les théoriques "20 ans de galère" en tant qu'opposants, les camarades avaient entamé en catimini des négociations avec Areva. Les comptes bancaires des socialistes commençaient à grossir par le canal de commissions occultes.

Les Nigériens gardent encore en mémoire le flou qui avait entouré l'achat du fameux jet présidentiel. Une affaire sur fond d'ententes suspectes entre le régime et d'obscurs intermédiaires. Puis vint l'hypothèque du pétrole d'Agadem. Un scandale révélé par Hama Amadou, alors président de l'Assemblée nationale. Après, c'était le tour des grands déballages par la presse privée, entre autres, sur la vente mafieuse d'uranium (Uraniumgate), le contrat ambigu avec Africard, l'entente louche avec le défunt Salif Diallo, ou Mukurigate, sans oublier l'épisode des trafiquants de devises proches du régime arrêtés à l'aéroport Diori Hamani de Niamey. N'oublions pas aussi le système de retro commissions via les marchés publics, notamment les infrastructures. Toutes ces affaires mettent en relief le gangstérisme politique avec lequel les guristes gèrent le pays depuis 2011. C'est le banditisme

politique au sommet de l'État. À force de mettre à mal les caisses publiques, les camarades ont asphyxié l'économie nationale. Et l'augmentation vertigineuse des taxes a fini par donner le coup de grâce. Au pillage des deniers publics, s'ajoute le train de vie immodéré de nos princes roses. Aujourd'hui, le Trésor public est littéralement asséché. Et les ridicules mesures du ministre des Finances, Hassoumi Massoudou, trader national, n'y peuvent rien. Ce n'est pas le Compte Unique du Trésor qui va renflouer les caisses publiques. Loin s'en faut. Il faut dire également que, les Partenaires Techniques et Financiers ne peuvent indéfiniment injecter des fonds qui sont systématiquement dilapidés par les guristes. Il reste seulement au Jérôme Kerviel du Niger de nous faire gagner des milliards sans rien faire.

Alpha

URANIUMGATE

Lettre ouverte au chef de l'État Issoufou Mahamadou Monsieur le Président, où sont nos 200 milliards FCFA ?

Monsieur le Président, pour une fois, *Le Courrier*, a préféré vous interpeller, en votre qualité de magistrat suprême et garant du bon fonctionnement des institutions de la République. Nous en appelons à toutes vos prérogatives constitutionnelles afin d'aider à éclairer la lanterne des 19 millions de Nigériens que nous sommes, relativement à l'affaire dite Uraniumgate.

Monsieur le président, notre interrogation se résume en cette question : où sont nos 200 milliards FCFA ? Remarquez que la "disparition" d'une telle somme suscite forcément un grand émoi au sein de l'opinion nationale.

Pour dire vrai, les Nigériens sont littéralement atterrés par ce tour de passe-passe exécuté par l'un de vos plus fidèles lieutenants, en la personne de Hassoumi Massoudou. En effet, votre ancien directeur de Cabinet est le maillon principal de cette opération financière des plus mafieuses. D'ailleurs, il n'a point nié le bienfondé des accusations portées par *Le Courrier*. Bien au contraire, Hassoumi Massoudou a grandement corroboré nos affirmations. L'ensemble des Nigériens sont avides de connaître la vérité sur ce scandale politico-financier. Nous le savons, dans votre entourage, *Le Courrier*



est très mal vu et nous le comprenons aisément du moment où il dérange en divulguant régulièrement des affaires qui gênent au

plus haut point votre régime. Si mettre en lumière des scandales imputables à votre gestion cahoteuse constitue notre seul péché, que

l'on nous reconnaisse au moins le mérite d'assumer cette mission de service public qui incombe à la presse. Monsieur le président, nous réitérons une fois de plus notre question : où sont donc nos 200 milliards FCFA ? De par vos fonctions de chef suprême de l'administration publique, vous ne pouvez pas ignorer la destination prise par cet argent soutiré aux contribuables nigériens. Absolument pas. Vous taisez fait de vous le complice d'une des plus grosses forfaitures jamais commises au Niger. Ne pas accéder aux attentes du peuple quant à la manifestation de la vérité fait de

vous le parrain d'une ignominieuse association de malfaiteurs. Monsieur le président, plus que jamais vous êtes dans l'obligation absolue de laisser la justice suivre son cours, sans ingérence d'aucune sorte et mieux, de la soutenir ouvertement dans cette affaire des 200 milliards de l'Etat nigérien.

Monsieur le président, nous ne saurions terminer cette lettre sans reposer notre question : où sont passés nos 200 milliards FCFA ? Sans nul doute, vous avez la réponse à cette question. Alors, le peuple entier vous le demande avec insistance.

Alpha

Renvois de milliers d'enseignants et revendications scolaires

De graves inquiétudes sur l'école publique

" L'école nigérienne n'est pas que malade. Elle est littéralement violée ". Telle est l'appréciation d'un enseignant qui s'est dit outré de constater que les mesures d'économie budgétaire ne concernent ni la pléthore de ministres et de conseillers avec avantages de ministres, ni le train de vie de l'Etat, mais plutôt l'école et les enseignants. Un choix catastrophique qui, selon un acteur de la société civile, ne fait pas qu'allumer des foyers de tension, mais expose le Niger à de graves dérives. Avec 6493 enseignants contractuels exclus à la veille de la rentrée scolaire, ce n'est pas moins de 1082 écoles comportant tous les six niveaux (du CI au CM2) qui vont fermer cette année. " Sachant que les écoles à six niveaux ne sont pas légion en milieu rural, il faudra sans doute compter plus de 1200 écoles qui vont être fermées ", fait observer un inspecteur qui a requis l'anonymat. En termes d'élèves, ce sont des dizaines de milliers d'enfants qui risquent de faire les frais de cette aberration. " Avec une moyenne de 50 élèves par école, ce sont 60 000 enfants, essentiellement issus de milieux pauvres et difficiles qui vont passer à la trappe. Ce chiffre, bien qu'alarmant, est considérablement minoré puisqu'il ne tient pas compte de ces milliers d'autres enseignants qui vont suivre une formation hypothétique d'un mois (à partir du 21 septembre) et dont une bonne partie prendra la porte de sortie. En faisant le cumul, l'école nigérienne sera sevrée, aumimum, de plus de 10 000 enseignants contractuels. Ce qui va faire monter le nombre d'écoles à fermer à plus de 2000, soit 100 000 enfants exposés à un risque d'abandon à cause de la politique gouvernementale.

Des enseignants aptes rayés pour cause de syndicalisme

Sur les 6493 enseignants contractuels dont les contrats ont été résiliés, tous ne sont pas du lot de ceux qui ont obtenu une note inférieure ou égale à 3/20. Beaucoup d'entre eux ont fait les frais d'un règlement de compte, soit au niveau de l'inspection ; soit au niveau départemental. Dans cette catégorie se retrouvent beaucoup d'enseignants parfaitement aptes mais rayés des effectifs pour cause de syndicalisme ou pour d'autres questions crypto-personnelles. Les listes portant " résultats de l'évaluation " sont tenues secrètes par les inspecteurs qui informent chaque enseignant de son sort. Ils peuvent ainsi, note un observateur avisé, modifier les listes, insérer ou rayer à volonté qui ils veulent.

Le gouvernement est-il réellement conscient de ce qu'il fait ?

La formation, actuellement en cours dans les grands centres urbains, risque de ne jamais avoir lieu pour ceux qui tiennent des classes en milieu rural. Aucune modalité précise d'organisation. Même dans une ville comme Niamey, les formateurs ont été pratiquement informés à pied levé que la formation doit débiter le lendemain. À l'intérieur du pays, dans les zones rurales, personne n'est capable de vous renseigner sur le lieu de la formation et la qualité des formateurs. En outre, parallèlement à cette formation des plus insolites (une formation pédagogique pour des défaillances académiques), le ministère de l'Enseignement primaire a initié une autre formation des enseignants. Initié par la direction de l'éducation de l'OIF, le projet de formation bilingue IFADEM [ndlr : Initiative pour la formation à distance

des enseignants] démarre curieusement durant cette période cruciale. Une véritable salade qui inquiète au plus haut point. Le gouvernement est-il réellement conscient de ce qu'il fait ? Cette question, posée à plusieurs pédagogues, a suscité des réponses des plus inquiétantes. " C'est un cafouillage qui risque de créer de graves perturbations dans le secteur de l'éducation ", a répondu un conseiller pédagogique à la retraite.

La rentrée des lycées et collèges risque d'être explosive

La rentrée scolaire, déjà perturbée par les manifestations des étudiants qui, à deux reprises dans l'intervalle de deux semaines, ont bloqué l'accessibilité de grandes artères de la capitale, est mal partie. À partir du 2 octobre prochain, les choses risquent de se corser davantage avec la rentrée des collèges et lycées. Le gouvernement a tellement diverti les scolaires avec des promesses sans cesse renouvelées mais jamais tenues que la confiance n'est plus de mise. Les étudiants veulent désormais du concret pour être convaincus. Quant au gouvernement, il ne donne pas l'air d'accorder une importance à ce qui se passe dans le secteur de l'éducation. Il continue la même rengaine, aucunement perturbé outre mesure par cette dégringolade de l'école nigérienne. Les renvois massifs d'enseignants sont vus comme un moyen d'extirper du secteur ceux qui le rendent non performants et qui plombent, par leurs carences, la qualité de l'éducation. Les conséquences de milliers d'écoles fermées au cours de l'année prochaine restent totalement taboues. Ni le ministre ni ses services techniques n'ont encore expliqué aux Nigériens comment ils comptent faire pour éviter la fermeture des

écoles et les modalités éventuellement de remplacement des enseignants exclus.

Le redéploiement, une chimère

Alors que ce silence compromettant sur les solutions envisagées pour éviter le naufrage de l'école publique, notamment en milieu rural, inquiète au plus haut point les acteurs et partenaires de l'école, des sources bien informées chuchotent que le ministère de l'Enseignement primaire compte procéder à un vaste redéploiement d'enseignants en surnombre dans les écoles situées dans les grands centres urbains. Une initiative louable au regard du nombre surréel d'enseignants qui émarquent dur le budget de l'Etat sans " rien faire " comme dirait Hassoumi Massoudou. Mais, bon nombre d'observateurs doutent de la sincérité du régime à faire les choses dans les règles de l'art. Tout compte fait, il reste moins de deux jours pour la rentrée scolaire tant redoutée et rien n'a été fait sur ce point. Le ministère de l'Enseignement primaire n'a dit révéler le nombre d'enseignants concernés, ni fourni la moindre indication sur ces enseignants. Qui sont-ils ? Où sont-ils ? Le ministère de tutelle est-il financièrement et matériellement prêt pour cette vaste opération ? Beaucoup de zones d'ombre face auxquelles, manifestation, Daouda Mamadou Marthe reste désarmé et désespéré.

Bouba Alphari

LE COURRIER

Hedomadaire d'informations générales et de réflexion

NIF : 17763 / S

Tél : 96 88 74 09
96 29 05 42

Siège : Quartier Terminus

E-MAIL :

lecourrier_niger@yahoo.fr

Fondateur

Ali Soumana

Directeur de Publication

Moussa Dodo

Impression : GIN

Tirage

1500 Exemplaires

La Coalition " Tournons la page "

"Pas de démocratie sans alternance"

Avec un slogan qui en dit long sur l'objectif ultime de leur combat, de nombreuses organisations de la société civile africaine engagées dans une coalition dénommée " Tournons la page ", se battent pour une véritable alternance politique à la tête des Etats africains. " En Afrique comme ailleurs ", soutiennent ces organisations, " il n'y a pas, de démocratie sans alternance ". Une vérité des plus incontestables dans une Afrique où la démocratie a du plomb dans l'aile, essentiellement en raison de l'absence d'alternance politique. L'instauration de la démocratie multipartite, avec des élections comme mode de changement à la tête des Etats n'a rien pu faire. Outre ceux qui sont considérés comme des dinosaures parce qu'ils sont à la tête de leurs pays depuis de longues

décennies et parfois après avoir succédé à un père mort au pouvoir, il y a également les apprentis sorciers qui, au mépris du mode qui leur a permis d'arriver au pouvoir, usent de la corruption et d'autres moyens dolosifs pour triturer les lois et règlements aux fins de se maintenir au pouvoir. Mais " Tournons la page ", ce n'est pas uniquement l'alternance par élection. C'est également la justice fiscale. Car, en fin de compte, les dictatures les plus en vue, en Afrique, ont pu tenir le coup grâce à un système de corruption qui exonère de grandes sociétés et multinationales de taxes et impôts, tout en leur concédant d'énormes avantages. Une conduite déshonorante et préjudiciable pour beaucoup d'Etats africains " qui conforte souvent les dirigeants d'entreprises et les chancelle-

ries occidentales dans l'idée cynique qu'en affaires, un dictateur stable vaut mieux qu'un mauvais démocrate ". D'où la conclusion, pertinente par ailleurs, qu' " En Afrique comme ailleurs, pas de démocratie sans justice fiscale ". La coalition " Tournons la page " milite ainsi pour un pacte fiscal au service de l'intérêt général, une condition nécessaire à une alternance démocratique véritable. Au titre des questionnements qui sous-tendent son argumentaire, la coalition " Tournons la page " pose les questions suivantes : comment abolir les privilèges et les passe-droits sans une appropriation collective et démocratique de la question fiscale ? Comme créer du développement économique grâce à une juste redistribution des recettes fiscales ? C'est ce gigantesque travail que

la coordination " Tournons la page " du Niger a entrepris depuis le 15 septembre 2017 avec des conférences publiques dans les cinq arrondissements communaux de Niamey. Ayant déjà effectué les étapes des 1er, 2e, 3e et 5e arrondissements, " Tournons la page " sera l'hôte des populations du 4e arrondissement le vendredi 29 septembre prochain. Elle va clôturer cette tournée de sensibilisation par une table ronde sur l'indépendance de la justice à GMK, sise à côté du siège national du parti KishinKassa, en face de la grande mosquée de Kadhafi. Prévue pour se tenir de huit heures à 16 heures, cette table ronde réunira des juristes, des politologues, des avocats qui confronteront leurs points de vue.

Gado

Boubé Ibrahim et son rapport

Chercherait-il un nouveau challenge ?

Dans un rapport où les contrevérités et les appels de pied se chevauchent sur plus de 80 pages mal agencées, Boubé Ibrahim, le président de la Ceni du hold-up électoral a certainement raté une occasion de se taire et d'aller se cacher. Outre que le rapport ne fait pas mention des graves irrégularités, notamment les fabrications de procès-verbaux sous des arbres, loin des bureaux de vote, le rapport de Boubé Ibrahim souffre également de sincérité. Pire, il se jette même des fleurs, convaincu qu'il a fait du bon travail. Les observateurs avisés ont vite fait de sourire, comprenant à la fois le langage codé de Boubé et ses appels de pied pour, peut-être, être reconduit dans une mission qu'il a

certainement exécutée avec beaucoup d'efficacité. Il n'a donc pas tort de mentionner, dans l'avant-propos dudit rapport, qu'ils ont joué leur partition et s'en sortent avec le sentiment du travail bien fait. C'est bien vrai et il ne viendrait sans doute à aucun Nigérien d'en contester la véracité. Car, lorsqu'on a pu fermer les yeux sur des taux de participation qui dépassent parfois 130% et sur des procès-verbaux dont la fausseté ne fait aucun doute, on ne risque pas de passer pour quelqu'un qui n'a pas rempli sa mission. Ce rapport, manifestement déposé à la hâte, après 18 mois d'attente, cache beaucoup de choses. Alors que la table des matières indique 80 pages, y compris avec les annexes, on

constate à l'intérieur du document une pagination anarchique qui ne répond à aucune logique. Les documents sont compilés, avec chacun sa pagination propre et le lecteur se perd forcément. Une vraie salade ! Exactement comme les scrutins qu'il a organisés et pour lesquels, à défaut d'une reconnaissance chimérique de ses compatriotes, Boubé Ibrahim attend pour le moins la gratitude de ceux qui savent qu'il a joué sa partition et qu'il doit légitimement en tirer un sentiment de travail bien fait. Les dates portées sur le document aussi posent problème. Alors qu'il n'a pas eu à conduire le moindre scrutin en 2017 et que le rapport ne fait nulle part mention d'un scrutin organisé au cours de

cette année, Boubé Ibrahim revendique néanmoins d'avoir travaillé de 2015 à 2017. Il serait plus juste de parler de 2015-2016 et souligner que l'on a été toutefois payé " à ne rien faire " sur le dos du contribuable nigérien durant plusieurs, attendant d'être à nouveau sollicité. En vain ! D'ailleurs, sûr qu'ils n'ont plus rien à faire que de débarrasser le plancher, Mohamed Bazoum, ministre de l'Intérieur, les avait sommés de déposer leur rapport au plus en fin décembre 2016 et de vider les lieux. Mais ils ont finalement, et on ne sait comment, obtenu cette prolongation qui leur a donné droit à une rémunération qui ne se justifie pas. Le rapport présenté serait-il le sésame qui ouvrira la caverne secrète ?

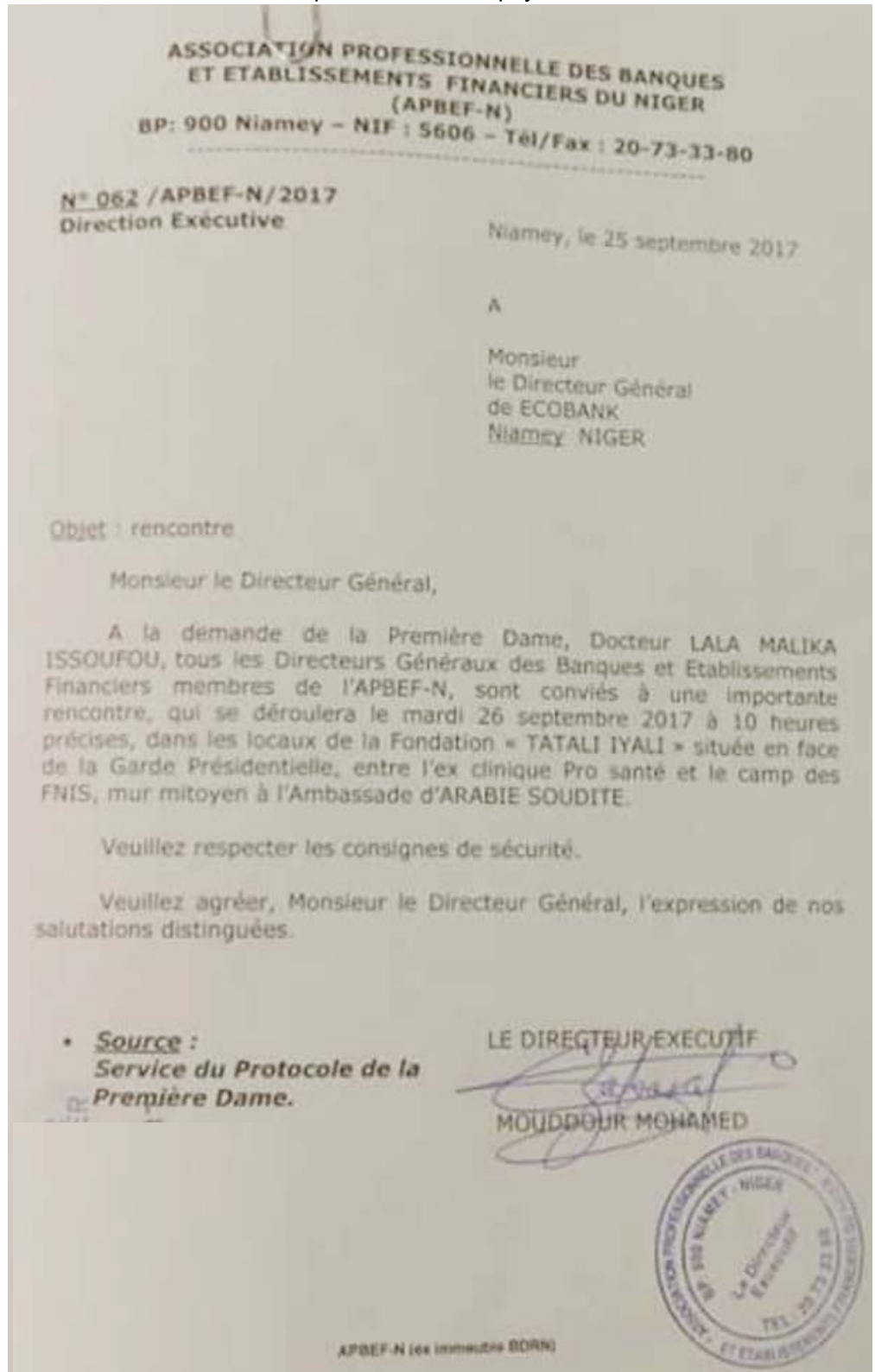
Que cherche Malika Issoufou avec les banquiers ?

Dans une lettre publiée sur les réseaux sociaux, le directeur exécutif de l'association professionnelle des banques et établissements financiers du Niger (APBEF-N), Mouddour Mohamed, a convié, "à la demande, dit-elle, de la première dame, Lala Malika Issoufou", tous les directeurs généraux des banques et établissements financiers membres de l'APBEF-N à une importante rencontre, le mardi 26 septembre 2017 à 10 heures précises, dans les locaux de la fondation Tatlilyali ; Une lettre qui a fait le buzz sur les réseaux sociaux et qui a suscité beaucoup de commentaires en ville. Malika Issoufou ne disposant d'aucune prérogative personnelle pour agir au nom de l'Etat, beaucoup de Nigériens n'ont pas hésité à étaler leur surprise et leur colère face à ceux qu'ils considéraient comme une "gondwanisation" du Niger. Convoqués par une dame qui n'a aucune qualité à le faire, les banquiers, par peur de représailles de la part du régime, ont déferé à la convocation comme s'il s'agissait d'une assignation de la police judiciaire. De quoi leur a-t-on parlé au cours de cette réunion insolite ? Motus et bouche cousue pour le moment. En attendant que les langues se délient, il n'est pas exclu que cette convocation des banquiers ait un lien avec le forum sur la fistule obstétricale que Malika Issoufou compte accueillir à Niamey. Un forum qui réunira les premières dames d'Afrique dans la

capitale nigérienne et dont l'annonce publique a été faite par Marcel De Souza, président de la commission de la Cedeao, lors d'un

séjour récent à Niamey. Quoi qu'il en soit, l'initiative de Malika Issoufou est chargée de suspensions et d'inquiétudes dans un pays où

l'argent est devenu rare et où ce sont les autres qui trinquent à la place de ceux qui ont saigné les finances publiques. **Gado**



Point de presse des responsables de l'Institut l'Elite

La formation à l'Elite de Niamey, une plus value certaine dans les CV

L'Institut privé l'Elite de Niamey a animé un point de presse hier, Mardi 26 Septembre 2017, dans ses locaux sis au quartier Dar es Salam, à l'orée de sa rentrée académique 2017-2018. L'objectif visé a travers ce point de presse est d'informer l'opinion publique sur ses ambitions, les filières de formation et les opportunités de formation qu'offre l'institut aux étudiants et professionnels nigériens et de la sous-région. Ce point de presse a été animé par le promoteur de l'institut, Phd Mamoudou Djibo, enseignant de rang magistral, ancien ministre de l'enseignement supérieur et président de la commission nationale des droits de l'homme. L'institut Elite de Niamey a été ouvert en 2011. L'ambition de l'Elite, en se lançant dans l'enseignement privé, était d'inaugurer un système de formation suivie du préscolaire au Master ou au Doctorat, avec le principe d'améliorer les CV, la formation à l'Elite c'est du plomb dans les CV, parce que selon le promoteur 90 % des programmes de formation n'étaient pas offerts au départ par les autres instituts de la place. " C'est dans cet esprit que nous avons créé un ensemble d'école pour offrir, les cycles de base (Préscolaire et Primaire), les cycles du secondaire (Collège et Lycée) et l'Institut pour les programmes d'enseignement et de formation de niveau supérieur allant de la licence au master. A ce niveau, il s'agit de la licence générale et de la licence professionnelle et du Master professionnel et du Master de recherche ", a indiqué Mamoudou Djibo, Phd.

Qu'est ce qui particularise L'Institut Elite des autres ?

L'Elite dispose d'un corps professoral de haut rang selon le fondateur Mamoudou Djibo Phd, il est d'ailleurs l'un des rares, pour ne pas dire le seul institut de formation de la place, à n'utiliser presque exclusivement que des enseignants chercheurs et des titulaires du Doctorat. Autre particularité, L'Elite ne recrute qu'à partir du Baccalauréat ou de la Licence : " ils ne trompent personne avec des formules du genre " sous réserve du Bac " et ne délivrent pas de formation BTS ", selon le promoteur. L'institut privé l'Elite de Niamey vous propose une gamme de formation variées, performantes, valorisantes et porteuses d'emploi : des parcours académiques diplômants, professionnels et de recherche ; diverses formations qualifiantes et capacitantes, à la carte ou à la demande. En mettant en place des programmes de licence et de master professionnels, l'institut privé l'Elite de Niamey entend mettre à la disposition de l'Etat, des collectivités, des entreprises publiques et privées, des ONG et des autres organisations de la société civile, des diplômés hautement qualifiés et performants, immédiatement prêts à la production parce que préparés aux réalités du milieu professionnel. L'Elite c'est aussi un enseignement aux normes du REESAO et du CAMES, les responsables de l'institut se fixent comme perspectives en 2018, de présenter les

diplômes exécutés au CAMES et une quête permanente d'amélioration et d'excellence.

Philosophie de la formation à L'Elite : la priorité à la pratique

Les responsables de l'institut l'Elite de Niamey veulent la meilleure formation pour leurs étudiants, parce qu'ils estiment que les jeunes ne peuvent avoir que leurs compétences pour trouver un emploi. Nous avons créé nos filières de formation avec le soutien de grandes références européennes qui continuent leur accompagnement par des missions régulières d'audit, de conseil et de formation de nos formateurs.

Toute l'organisation de l'institut l'Elite est dédiée à la réussite des jeunes et s'est développée en fonction des réalités du terrain, avec pragmatisme. Toutes les formations dispensées font une large part à la pratique et aux stages, afin que les étudiants soient opérationnels dès la fin de leur cursus.

A l'Institut l'Elite, on forme aussi les étudiants aux compétences personnelles et relationnelles attendues sur le marché du travail : attitude, éthique, aptitude au travail d'équipe ou encore le développement du leadership. L'Elite de Niamey fait aussi la promotion du changement social au Niger, en transmettant aux étudiants des valeurs d'engagement et de responsabilité sociale.

Zoom sur quelques filières de formation à l'institut L'Elite de Niamey

- Cycle des instituteurs et instituteurs adjoints : suivant les programmes officiels de l'Etat, les élèves-maitres de L'Elite subissent l'examen d'Etat au même titre que ceux des écoles normales publiques d'instituteurs ;
 - Licence professionnelle en science de l'éducation ;
 - Licence professionnelle en gestion des collectivités territoriales, vise à doter les mairies des administrateurs qualifiés ;
 - Un master professionnel en Décentralisation, développement local et aménagement du territoire avec deux parcours par option : Développement communal et Développement régional et aménagement du territoire ;
 - Master professionnel en sécurité alimentaire et nutritionnelle avec quatre parcours : prévention et gestion des catastrophes, prévention et prise en charge de la malnutrition, situation d'urgence et action humanitaire internationale et prévention et gestion des conflits
 - Master professionnel en administration publique, en administration diplomatique ou encore master professionnel en droit de l'homme et droit international humanitaire...
- L'Elite de Niamey s'est fixé comme mission de former des ressources humaines compétentes et capables de contribuer efficacement au développement socioéconomique. L'institut privé l'Elite de Niamey (l'IEN), un institut Universitaire de formation de haut niveau, au service du développement et de la lutte contre la pauvreté.

M. Dodo

Le cri de cœur des détenus du "goulag" de Koutoukalé

Les conditions de vie dans les prisons nigériennes sont aux antipodes des normes généralement admises et qui font une grande place aux droits humains. Les rapports de mission des organisations humanitaires ont beaucoup disserté sur ces conditions sans qu'il y ait les améliorations attendues. Outre le surpeuplement de ces maisons carcérales, il est notamment dénoncé plusieurs atteintes aux droits des prisonniers qui ne sont d'ailleurs pas, dans leur écrasante majorité, jugés et condamnés. Dans une lettre pathétique et pleine de réalisme adres-

sée au lieutenant-colonel Seybou Abdou, directeur général de l'Administration, de la sécurité pénitentiaire et de la réinsertion, le 25 août 2017, les détenus de la prison de haute sécurité de Koutoukalé l'ont félicité pour ses propos tenus dans le journal " Mutations " du 1er août 2017 ainsi que sur les ondes de la radio Anfani Fm ; des propos pleins de promesses pour les prisonniers car traçant des perspectives qu'ils trouvent plutôt "heureuses". Entre autres questions abordées, ils ont notamment rappelé la question

de travail d'intérêt général qui pourrait éventuellement être une alternative à l'emprisonnement. Mais pour entrevoir le futur avec..., il faut d'abord que le présent soit supportable. Aussi, ont-ils informé le lieutenant-colonel Seybou Abdou d'un problème crucial auquel ils sont confrontés. Munis de permis de communiquer en bonne et due forme délivrés par le Tribunal pour une durée de plusieurs semaines, des agents de sécurité s'amuseraient à les confisquer lors de la première visite. Un manège illégal et intolé-

rable qui a finalement abouti, le 21 septembre 2017, à une mutinerie des détenus et enfin... à une reprise des visites dans les normes. Un mois auparavant, un mémorandum a été adressé au gouvernement sur les conditions de tous ces détenus de droit commun qui croupissent dans cette prison avec des terroristes et leur appréciation du projet de substitution du travail d'intérêt général à l'emprisonnement. Un mémorandum plein d'enseignements sur lequel Le Courrier reviendra la semaine prochaine.

Politique

La ministre de la Communication sème la pagaille au sein de son parti

Cette affaire est tellement gravissime qu'elle est sur toutes les langues au sein du parti Kishin Kassa de Ibrahim Yacoubou. C'est au cours d'une réunion des femmes du parti qu'une bagarre s'était éclatée, en présence de Ibrahim Yacoubou, avec comme principale protagoniste dame Hadiza Koubra ministre de la Communication. Aujourd'hui, c'est le comportement peu responsable de madame la ministre de la Communication que tous les responsables du parti déplorent et en premier chef, les femmes qui décident de quitter le parti Kishin Kassa au cas où elle serait main-

tenue à son poste de ministre. Et pour s'excuser auprès de ses camarades, elle aurait envoyé un vocal qui fait aujourd'hui l'actualité sur les réseaux sociaux. Cette stupidité politique de Hadiza Koubra Sani risque de faire éclater le parti et faire migrer les militants vers d'autres horizons. En tous cas, presque toutes les femmes de Kishin Kassa seraient unanimes que Hadiza Koubra mérite d'être sanctionnée avec célérité. C'est pour quoi, elles demandent vivement au président du parti de faire limoger cette "catcheuse", membre du gouvernement.

Adamou

VISITE TECHNIQUE DES AUTOMOBILES A qui profitent les variations de puissances ?

La détermination de la puissance d'un véhicule qui figure sur le Procès-verbal de Réception (PVR) constitue une pièce maîtresse d'un dossier pour fixer la

valeur en douane du véhicule, ainsi que pour l'établissement de la carte grise. Il faut souligner par ailleurs que la puissance détermine les frais liés au visa Interpol, la

vignette, et les timbres fiscaux sur la carte grise.

Au niveau du Guichet Unique Automobile du Niger (GUAN), les agents et les techniciens sont très vigilants et rigoureux dans le traitement des dossiers présentés par les usagers. C'est ainsi que grâce à cette vigilance avérée, ils se sont rendu compte que certains dossiers comportent des PVR établis et délivrés par une société de contrôle automobile de la place.

Quelle ne fut leur surprise en constatant une importante variation de puissance entre le PVR délivré par cette société et celui établi par le GUAN. A titre d'exemple : sur le PVR de cette société, relativement à la puissance d'un véhicule, il est mentionné 13 CV et sur le PVR du GUAN pour le même véhicule, la puissance affichée est de 16 CV. D'où une variation de puissance de 3 CV. C'est beaucoup !

Idem pour un véhicule Toyota Land Cruiser : 15 CV pour la société et 23 CV pour le GUAN. Sur un autre véhicule Toyota : 23 CV pour la société et 27 CV pour le GUAN. Enfin et encore, pour un véhicule Toyota, il est mentionné 16 CV sur le PVR de cette société et 20 CV sur celui du GUAN. Les exemples sur les différences

de puissances sur les PVR de cette société et sur ceux du GUAN sont très nombreux. Ces énormes variations sont-elles dues aux appareils de contrôle les uns plus ou moins performants que les autres, ou au laxisme de certains agents ? On constate aisément que ces puissances des véhicules affichées sur le PVR de cette société de contrôle sont minorées. Ceci depuis plusieurs années au profit de la société, à l'avantage des usagers qui payent moins les taxes douanières et fiscales. L'Etat, quant à lui, dans un tel contexte, a malheureusement subi d'importants manques à gagner dans les recettes douanières et fiscales. Parce qu'en réduisant les puissances réelles des véhicules, cette société renfloue ses caisses au détriment de l'Etat qui, on le sait, a fait de la mobilisation des ressources financières internes son cheval de bataille.

Il faut donc comprendre pourquoi l'Etat a initié et concrétisé la création du GUAN, car aujourd'hui, on constate sa contribution à lutter, entre autres, contre l'évasion des recettes fiscales.

La création du GUAN ne peut donc pas plaire à tout le monde.

Issaka Garba

POUR VOUS, ILS SONT DE RETOUR

11
CANAL+ INTERNATIONAL S.A.S. AU CAPITAL DE 3 992 000 € - 392 013 401 RCS NANTERRE

L'AFRIQUE A UN INCROYABLE TALENT

AVEC NESCAFÉ Partenaire Officiel

NOUVELLE SAISON

DÈS LE 29 SEPTEMBRE A 20H30

LE JOURNAL DE JENIFA

SAISONS 6, 7 ET 8 INÉDITES SUR NOLLYWOOD TV

10 000 FCFA* LE DECODEUR

94 24 11 11
CANALPLUS-AFRIQUE.COM

*Tarif TTC en vigueur au 10/04/2017 pour tout nouvel abonnement à l'une des formules suivantes : ÉVASION+ ou TOUT CANAL+, lié à l'achat d'un décodeur numérique CANAL+ Décodeur à 25 000 FCFA pour les autres formules. La parabole est offerte. Hors frais d'installation et accessoires. Prix maximum conseillé.

LES BOUQUETS
CANAL+

COORDINATION REGIONALE MODEN-FA/LUMANA-AFRICA DE NIAMEY : RENTREE POLITIQUE ET CONFERENCE REGIONALE

Lumana Niamey appelle ses militants à un combat ultime pour restaurer la démocratie au Niger

La coordination régionale Niamey du Mouvement Démocratique Nigérien pour une Fédération Africaine (MODEN FA LUMANA Africa) a fait vibrer la capitale nigérienne lors de sa conférence régionale suivie de sa rentrée politique ce dimanche 24 Septembre 2017 à l'arène de lutte traditionnelle de Niamey. Niamey a tremblé, tellement les militants sont sortis massivement et sans commune mesure pour assister à ces assises afin de signifier à la face du monde leur appartenance et leur fidélité au MODEN FA LUMANA Africa de Hama Amadou. Une conférence régionale qui s'est tenue sous la présidence du coordonnateur régional de Niamey en présence du président par intérim du parti, des membres du Bureau Politique National (BPN), des coordonnateurs des arrondissements communaux de Niamey, de tous les lieutenants du président du parti Hama



Amadou, ainsi que les militants et sympathisants du parti au cheval ailé qui se sont convergés vers le temple de la lutte traditionnelle en cette matinée. Parmi les invités, on compte des militants et sympathisants de la diaspora et des leaders des autres partis amis. Rien n'a été omis ou négligé par Soumana Sanda et ses compagnons de la région de Niamey pour rendre la fête belle et HAMISTE : mobilisation, chants, danses, discours, qualité des participants, habits frappés aux couleurs du parti et portant l'effigie de l'homme du 14 novembre.

Le clou de cette gigantesque manifestation de la coordination régionale de Niamey du parti des hommes intègres fut sans nul doute l'intervention de Soumana Sanda, président de la coordination :



" Nous sommes très satisfaits des conclusions auxquelles nous sommes parvenus non seulement dans le cadre de la tenue de l'instance du parti qui est la conférence régionale, mais aussi de la rentrée politique au niveau de la région de Niamey qui a été sanctionnée par une déclaration pour brosser la situation véritable dans laquelle se trouve notre pays. Cela était une occasion pour nos militants venus de tous les quartiers et villages de Niamey, de réaffirmer leur attachement, leur loyauté et leur fidélité à son excellence Hama Amadou. Et aussi pour dire à la face du monde qu'ils sont prêts, qu'ils sont mobilisés pour mener le combat nécessaire afin que le principe démocratique, l'Etat de droit puissent être respectés au Niger. Nos militants comme l'ensemble des nigériens sont aujourd'hui en proie à d'énor-

mes difficultés, mais malheureusement il se trouve que nous avons en face de nous un régime qui est sourd, muet et aveugle, qui ne prend aucunement en compte les préoccupations essentielles du peuple nigérien. A ce titre, en tant qu'opposition responsable, nous avons décidé au sein du FRDDR de mener le combat qu'il faut afin que nous puissions sau-

ver ce qui reste de notre pays.

Effectivement aujourd'hui nous vivons une situation misérable dans ce pays du fait de la gouvernance actuelle qui est ponctuée par la corruption, les passes droits de tous genres. Aujourd'hui notre parti, avec lui l'ensemble des partis



membres du Front pour la Restauration de la Démocratie et la Défense de la République, nous sommes ensemble, disais-je, prêts pour mener ce combat et l'absence temporaire, parce qu'il faudrait bien le préciser que cette absence temporaire de Hama Amadou n'enlèvera à rien à la détermination des militants du MODEN FA Lumana Africa. Hama Amadou reste et demeure le leader incontesté de notre parti et à ce titre tout ce que nous faisons, c'est en relation étroite avec ces consignes et ses orien-

tations. Donc à ce titre, étant entendu qu'au niveau du MODEN FA LUMANA, nous n'avons pas de militants qu'on achète mais des militants qui sont là parce qu'ils sont convaincus et attachés au MODEN FA LUMANA et à son président, nous n'avons aucun souci pour assurer la lutte effective. Aujourd'hui, on pense qu'il y'a eu des choses qui sont passées sous silence sans réaction énergique de la part de l'opposition, on pense que l'opposition n'a pas la stature nécessaire pour faire face à ce régime démoniaque, eh bien, on se trompe. Les nigériens ont comme culture la patience et la ténacité. Alors, nous sommes tenaces, nous l'avons dit et répété, et aujourd'hui l'ensemble du peuple nigérien est d'accord avec nous, que rien ne va au Niger, que la Renaissance a lamentablement échoué dans tous les domaines. Donc notre mobilisation est facile et nos actions encore plus parce que nous cheminons aujourd'hui avec un peuple qui en a marre, qui en a assez ".

